

Lettre ouverte d'un néo-aquitain aux franciliens.

Habitants de Paris, d'Ile-de-France, et plus précisément de Seine-Saint-Denis,

Alors que se profile aujourd'hui un pays coupé en deux, où les citoyens du nord-est ne vont pas pouvoir accéder à leurs espaces verts, d'autres citoyens, à l'autre bout de la France, n'ont rien trouvé de mieux que de lancer une pétition demandant de rouvrir les plages pour aller faire du surf. Des maires et des parlementaires de Nouvelle-Aquitaine demandent même cette ouverture au plus vite. Nous nous apprêtons donc à voir défiler à la télévision française, d'un côté des images de surfeurs sur la côte atlantique et de randonneurs dans les Pyrénées, et de l'autre de parcs et jardins interdits au public au milieu des tours en béton de Seine-Saint-Denis...

Je voudrais ici m'adresser, plus particulièrement, à ces trois dames dont j'ignore tout, du nom à la profession, avec lesquelles j'ai eu le plaisir d'échanger quelques mots il y a deux printemps, alors qu'elles gardaient leurs enfants dans le square Marmottan, qui longe l'église du Rosaire à Saint-Ouen-sur-Seine. Je n'étais alors pas chez moi ; et pourtant, je m'y suis senti comme chez moi. Mesdames, c'est à vous que dis, aujourd'hui, que j'ai honte de mon pays. J'ai honte de ma région, honte de ces appels indécents à l'égoïsme régionaliste.

Je pense à vous aussi, Monsieur l'administrateur de la basilique Saint-Denis, qui, aux côtés des guides conférenciers d'exceptionnelle qualité que vous avez sous votre responsabilité, m'avez fait visiter en personne une belle partie de cet édifice, cœur et origine de la France, à l'occasion de journées européennes du patrimoine. Vous m'aviez même accordé après cette visite guidée, un long temps d'échange au sujet de vos difficultés à faire vivre ce haut-lieu dans ce département si particulier, confronté que vous étiez aux dogmes et à la peur.

Je pense à vous, habitants de Drancy, dont les élus s'opposent à la réouverture des écoles mais demandent celle des espaces verts, à l'encontre de ce qui se profile ; je suis allé en pèlerinage sur ce triste site de la tragédie française, pour voir de mes yeux à quel point l'administration française avait été capable du pire.

Je pense à vous, habitants de Romainville, car je suis allé toucher de mes doigts les pierres qui constituent les murailles du fort dans lequel a été enfermée Madeleine Marie Normand-Plantevigne, résistante des Charentes arrêtée dans un jardin public à Saintes alors qu'elle attendait un autre résistant venant de Paris devant lui apporter de fausses pièces d'identité, et déportée « Nuit et brouillard » à Auschwitz-Birkenau où elle mourra, alors que son mari sera transféré au Mont-Valérien pour y être fusillé. Eux ne se battaient pas pour la libération de leur département ou de leur région : ils sont morts pour la libération de leur pays, la France... « Ma France », comme le disait Jean Ferrat.

Je me souviens aussi avoir signé une pétition en soutien au département le plus pauvre de France, le vôtre, dans le hall d'accueil de la mairie de votre commune, où je venais simplement pour aller aux toilettes. Cela peut sembler un détail, mais j'ai alors été agréablement surpris de trouver dans cette mairie, des toilettes libres, propres, et où l'on pouvait se laver les mains, chose qui relève de la (sur-)vie de tout un chacun aujourd'hui. Or, sachez-le si vous n'y êtes jamais venus faire du tourisme, les mairies qui proposent un tel service dans le Sud-Ouest sont fort rares : je peux en témoigner car, me déplaçant beaucoup dans ma région tant pour des raisons professionnelles que pour mon plaisir, je peux assurer qu'il n'est pas facile d'y trouver des toilettes publiques à la fois propres, avec du papier, un robinet qui fonctionne (sans s'éclabousser si possible), du savon, et de quoi se sécher les mains ; 9 fois sur 10, il manque au moins un de ces éléments, quand ce n'est plusieurs, et encore quand c'est ouvert, et gratuit. Il m'est même arrivé de devoir traverser presque en intégralité une ville du Sud-Ouest pourtant prestigieuse à la recherche de toilettes ouvertes, avant d'en trouver... dans un café.

Enfin, je pense à vous, employés du Service Historique de la Défense à Vincennes, du Mémorial de la Shoah, et du Musée de l'Ordre de la Libération à Paris ; car, en petit provincial venu s'enquérir de l'histoire de sa famille et remontant, tel un chemin initiatique, les étapes vers ce qui constitue mon sang et ma vie, vous m'avez accueilli avec toute la dignité et la compétence dont vous êtes

capables. Vous m'avez entre autres permis de découvrir l'importance qu'avait eue dans la vie de ma famille charentaise un homme né dans le Doubs. Ce dernier ne s'est sans doute pas demandé si mon grand-père était franc-comtois avant de lui tendre la main.

Et aujourd'hui, on voit émerger une pétition pour que les habitants de ma région aillent faire du surf, pendant que vous n'aurez pas le droit d'aller profiter du bois de Vincennes ? Quelle honte... Je sais, Mesdames du square Marmottan, que le jour où un raz-de-marée dévastera les côtes de Nouvelle-Aquitaine, lequel pourrait d'ailleurs bien arriver plus tôt que prévu, vous nous accueillerez en nous faisant une petite place dans votre parc d'un hectare. Vous nous ferez une petite place, même s'il n'y a pas de place.

Alors plutôt que de lancer une pétition pour aller faire du surf, les néo-aquitains feraient bien d'en lancer une pour demander aux autorités d'affréter des trains spéciaux pour que vos enfants puissent venir passer quelques semaines de classe verte dans les centres de vacances du Sud-Ouest encadrés par leurs enseignants. On a bien laissé les propriétaires de résidences secondaires aller se confiner sur les îles charentaises... Alors pourquoi ne pas proposer aux enfants du 9.3 d'aller respirer un peu d'air frais, après les avoir fait mariner pendant deux mois dans leurs appartements bétonnés ?

Faut-il rappeler la devise inscrite sur le fronton de chaque mairie française ? Est-ce au nom d'une supposée liberté de surfer que l'on peut s'autoriser à piétiner l'égalité d'accès à la nature, et mépriser la fraternité comme clé de voûte de la nation ? Enlevez-la, et tout s'effondrera, y compris les petits intérêts particuliers des citoyens et des élus locaux qui croient que la République s'arrête aux frontières de leurs communes ou de leurs départements. Vous voulez surfer ? Allez donc surfer sur Internet, pour vous rendre compte de la superficie du square Marmottan à Saint-Ouen-sur-Seine, et en en revenant, au lieu de négocier l'ouverture des plages de la côte atlantique, vous exigerez que ces maigres espaces de verdure urbains soient ouverts avant vos plages. Vous pourrez ainsi aller surfer la conscience tranquille. Quant à la liberté qui vous est si chère, citoyens du Sud et de l'Ouest, sachez qu'elle ne va pas sans responsabilité ; et faire silence face à l'iniquité, c'est l'approuver. Quand l'injustice se mêle à la démagogie, la porte est ouverte au règne de l'arbitraire.

Jean-Christophe Mathias